

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2223

[2012/204248]

4. JULI 1984 — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Dezember 1982 zur Festlegung der Höchstgrenze der Verbindlichkeiten für die die Wallonische Region in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und zur Koordinierung von Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und Schaffung neuer Industrien und des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung bürgen kann

Die Wallonische Regionalexekutive,

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1982 insbesondere seines Artikels,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Gesamtbetrag, für den die Bürgschaft der Wallonischen Region in Anwendung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung gewährt werden kann, wird durch die Freistellung einer Tranche von zwei Milliarden BEF auf einen Betrag von insgesamt acht Milliarden BEF angehoben.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 4. Juli 1984 in Kraft.

Art. 3 - Die Minister, Mitglieder der Exekutive, werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 4. Juli 1984

Die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive

J.-M. DEHOUSSE

A. DAMSEAUX

Ph. BUSQUIN

M. WATHELET

V. FEAUX

J. MAYENCE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2223

[2012/204248]

4 JULI 1984. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve ter uitvoering van artikel 2 van het decreet van 22 december 1982 tot bepaling van het plafond van de verbintenissen die door het Waalse Gewest gewaarborgd kunnen worden overeenkomstig de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, verleende steunmaatregelen en de wet van 30 december 1970 over de economische expansie

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 22 december 1982, met name op artikel 2 ervan,

Besluit :

Artikel 1. Het globale bedrag waarvoor de waarborg van het Waalse Gewest, bij toepassing van de wet van 30 december 1970, kan worden verleend, is vastgesteld op een uitstaand bedrag van acht miljard frank door vrijmaking van een tranche van elk twee miljard frank.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 4 juli 1984.

Art. 3. De Ministers, leden van de Executieve, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 1984.

De Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve,

J.-M. DEHOUSSE

A. DAMSEAUX

Ph. BUSQUIN

M. WATHELET

V. FEAUX

J. MAYENCE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2224

[2012/204250]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant abrogation de certaines dispositions en matière d'eau, de chasse, de logement, d'économie et de P.M.E.

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu l'arrêté du 29 septembre 1982 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par la tornade du 20 septembre 1982, dans certaines communes de la province de Luxembourg et délimitant l'étendue géographique de cette calamité en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1984 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par le tremblement de terre du 8 novembre 1983 dans certaines communes de la province de Liège et délimitant l'étendue géographique de cette calamité en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 mai 1984 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par la tempête, accompagnée de vents violents, de fortes pluies et d'inondations, les 7, 8 et 9 février 1984 sur le territoire de nombreuses communes dont l'étendue a été délimitée par arrêté royal du 20 février 1984, en vue de l'application de l'article 41 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

Vu l'arrêté du 15 juin 1984 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par la tempête, accompagnée de vents violents, de fortes pluies et d'inondations, les 7, 8 et 9 février 1984 sur le territoire de nombreuses communes dont l'étendue a été délimitée par arrêté royal du 20 février 1984, en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1984 portant exécution de l'article 2 du décret du 22 décembre 1982 fixant le plafond des engagements pouvant être garantis par la Région wallonne en application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

Vu l'arrêté du 6 février 1985 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués à la forêt wallonne par la tempête des 22 et 23 novembre 1984 et délimitant l'étendue géographique de cette calamité, en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par les pluies diluviennes des 24 août et 1^{er} septembre 1987 dans certaines communes de la Région wallonne et délimitant l'étendue géographique de cette calamité en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 portant agrément d'organismes financiers dans le cadre des lois d'expansion économique de 1959 et 1970;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif aux modalités d'intervention de la Région wallonne pour venir en aide aux P.M.E. sinistrées lors des pluies diluviennes des 24 août et 1^{er} septembre 1987 par l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juillet 1989 portant exécution de l'article 10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 novembre 1989 portant exécution de l'article 17 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon d'application du 5 avril 1990 des articles 22 et 24 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 mai 1993 relatif aux conditions d'exercice de la vénerie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 1995 relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 20 janvier au 6 février 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998 relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 13 au 15 septembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les modalités d'octroi d'une dotation en capital à la Société wallonne du Logement, destinée à financer les programmes d'octroi de prêts hypothécaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 1999 visant à soutenir les laboratoires d'analyse de produits agro-alimentaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 1999 portant exécution du décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 1999 désignant les représentants au comité de suivi institué par le Protocole bancaire régional - Crise de la dioxine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 portant exécution du décret du 15 mars 2000 relatif à l'octroi d'une garantie de la Région à certaines entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 24 mai 1995 désignant les zones sensibles en Région wallonne;

Vu l'avis n° 51.376/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2012;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine, du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles et du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont abrogés :

1° l'arrêté du 29 septembre 1982 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par la tornade du 20 septembre 1982, dans certaines communes de la province de Luxembourg et délimitant l'étendue géographique de cette calamité en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

2° l'arrêté du 23 janvier 1984 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par le tremblement de terre du 8 novembre 1983 dans certaines communes de la province de Liège et délimitant l'étendue géographique de cette calamité en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

3° l'arrêté du 15 juin 1984 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par la tempête, accompagnée de vents violents, de fortes pluies et d'inondations, les 7, 8 et 9 février 1984 sur le territoire de nombreuses communes dont l'étendue a été délimitée par arrêté royal du 20 février 1984, en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

4° l'arrêté du 6 février 1985 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués à la forêt wallonne par la tempête des 22 et 23 novembre 1984 et délimitant l'étendue géographique de cette calamité, en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

5° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par les pluies diluviennes des 24 août et 1^{er} septembre 1987 dans certaines communes de la Région wallonne et délimitant l'étendue géographique de cette calamité en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

6° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif aux modalités d'intervention de la Région wallonne pour venir en aide aux P.M.E. sinistrées lors des pluies diluviennes des 24 août et 1^{er} septembre 1987 par l'application de l'article 5 de la loi du 4 août 1978;

7° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juillet 1989 portant exécution de l'article 10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifié par l'arrêté du 9 novembre 1989;

8° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 novembre 1989 portant exécution de l'article 17 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

9° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon d'application du 5 avril 1990 des articles 22 et 24 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

10° l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 1995 relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 20 janvier au 6 février 1995;

11° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998 relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 13 au 15 septembre 1998, modifié par l'arrêté du 19 novembre 1998;

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 1999 visant à soutenir les laboratoires d'analyse de produits agro-alimentaires;

13° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 1999 portant exécution du décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999;

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 1999 désignant les représentants au comité de suivi institué par le Protocole bancaire régional - Crise de la dioxine;

15° l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 portant exécution du décret du 15 mars 2000 relatif à l'octroi d'une garantie de la Région à certaines entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999;

16° l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.).

Art. 2. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 mai 1984 considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par la tempête, accompagnée de vents violents, de fortes pluies et d'inondations, les 7, 8 et 9 février 1984 sur le territoire de nombreuses communes dont l'étendue a été délimitée par arrêté royal du 20 février 1984, en vue de l'application de l'article 41 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1984 portant exécution de l'article 2 du décret du 22 décembre 1982 fixant le plafond des engagements pouvant être garantis par la Région wallonne en application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 portant agrément d'organismes financiers dans le cadre des lois d'expansion économique de 1959 et 1970.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les modalités d'octroi d'une dotation en capital à la Société wallonne du Logement, destinée à financer les programmes d'octroi de prêts hypothécaires est abrogé.

Art. 4. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 mai 1993 relatif aux conditions d'exercice de la vénerie;

2° l'arrêté ministériel du 24 mai 1995 désignant les zones sensibles en Région wallonne.

Art. 5. Le Ministre qui a la Simplification administrative dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2224

[2012/204250]

12. JULI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in Sachen Wasserwesen, Jagdwesen, Wohnungswesen, Wirtschaft und K.M.B.

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Erlasses vom 29. September 1982, durch den die durch den Wirbelsturm vom 20. September 1982 in gewissen Gemeinden der Provinz Luxemburg verursachten Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

Aufgrund des Erlasses vom 23. Januar 1984, durch den die durch das Erdbeben vom 8. November 1983 in gewissen Gemeinden der Provinz Lüttich verursachten Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Mai 1984, durch den die Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden, die am 7., 8. und 9. Februar 1984 durch einen Sturm mit heftigen Windstößen, starken Regenfällen und Überschwemmungen auf dem Gebiet zahlreicher Gemeinden verursacht wurden, deren Ausdehnung im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 41 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 1984 begrenzt worden ist;

Aufgrund des Erlasses vom 15. Juni 1984, durch den die Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden, die am 7., 8. und 9. Februar 1984 durch einen Sturm mit heftigen Windstößen, starken Regenfällen und Überschwemmungen auf dem Gebiet gewisser Gemeinden verursacht wurden, deren Ausdehnung im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 1984 begrenzt worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1984 zur Ausführung von Art. 2 des Dekrets vom 22. Dezember 1982 zur Festlegung der Höchstgrenze der Verbindlichkeiten für die die Wallonische Region in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und zur Koordinierung von Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und Schaffung neuer Industrien und des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung haften kann;

Aufgrund des Erlasses vom 6. Februar 1985, durch den die Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden, die am 22. und 23. November 1984 durch einen Sturm im Wallonischen Forst verursacht wurden, und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987, durch den die durch die sintflutartigen Regenfälle vom 24. August und vom 1. September 1987 in gewissen Gemeinden der Wallonischen Region verursachten Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 zur Anerkennung von Kreditinstituten im Rahmen der Gesetze von den Jahren 1959 und 1970 über den Wirtschaftsaufschwung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über die Beihilfemodalitäten der Wallonischen Region, um bei den sintflutartigen Regenfällen vom 24. August und vom 1. September 1987 geschädigten Unternehmen zu helfen, unter Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1989 zur Ausführung von Art. 10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. November 1989 zur Ausführung von Art. 17 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. April 1990 zur Anwendung der Artikel 22 und 24 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Mai 1993 über die Bedingungen, unter denen die Meutejagd ausgeübt werden kann;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. März 1995 über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die bei den Überschwemmungen vom 20. Januar bis zum 6. Februar 1995 Schaden erlitten haben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 1998 über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die infolge der Überschwemmungen vom 13. bis 15. September 1998 Schaden erlitten haben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festsetzung der Modalitäten für die Gewährung einer Kapitaldotations an die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft), die dazu bestimmt ist, die Programme zur Gewährung von Hypothekendarlehen zu finanzieren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 1999 zur Unterstützung der Analysenlabors für landwirtschaftliche Nahrungsmittel;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 1999 zur Ausführung des Dekrets vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 1999 zur Ernennung der Vertreter im durch das regionale Bankenprotokoll eingerichteten Begleitausschuss - Dioxinkrise;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.) (Wallonische regionale Garantiegesellschaft);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Durchführung des Dekrets vom 15. März 2000 über die Gewährung einer Bürgschaft der Region an bestimmte durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 24. Mai 1995 zur Bezeichnung der empfindlichen Gebiete in der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 6. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 51.376/2;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe, des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien und des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass vom 29. September 1982, durch den die durch den Wirbelsturm vom 20. September 1982 in gewissen Gemeinden der Provinz Luxemburg verursachten Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

2° der Erlass vom 23. Januar 1984, durch den die durch das Erdbeben vom 8. November 1983 in gewissen Gemeinden der Provinz Lüttich verursachten Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

3° der Erlass vom 15. Juni 1984, durch den die Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden, die am 7., 8. und 9. Februar 1984 durch einen Sturm mit heftigen Windstößen, starken Regenfällen und Überschwemmungen auf dem Gebiet gewisser Gemeinden verursacht wurden, deren Ausdehnung im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 1984 begrenzt worden ist;

4° der Erlass vom 6. Februar 1985, durch den die Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden, die am 22. und 23. November 1984 durch einen Sturm im Wallonischen Forst verursacht wurden, und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

5° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987, durch den die durch die sintflutartigen Regenfälle vom 24. August und vom 1. September 1987 in gewissen Gemeinden der Wallonischen Region verursachten Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978 begrenzt wird;

6° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über die Beihilfemodalitäten der Wallonischen Region, um bei den sintflutartigen Regenfällen vom 24. August und vom 1. September 1987 geschädigten Unternehmen zu helfen, unter Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 4. August 1978;

7° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1989 zur Ausführung von Art. 10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch den Erlass vom 9. November 1989;

8° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. November 1989 zur Ausführung von Art. 17 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

9° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. April 1990 zur Anwendung der Artikel 22 und 24 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

10° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. März 1995 über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die bei den Überschwemmungen vom 20. Januar bis zum 6. Februar 1995 Schaden erlitten haben;

11° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 1998 über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die infolge der Überschwemmungen vom 13. bis 15. September 1998 Schaden erlitten haben, abgeändert durch den Erlass vom 19. November 1998;

12° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 1999 zur Unterstützung der Analysenlabors für landwirtschaftliche Nahrungsmittel;

13° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 1999 zur Ausführung des Dekrets vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen;

14° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. November 1999 zur Ernennung der Vertreter im durch das regionale Bankenprotokoll eingerichteten Begleitausschuss - Dioxinkrise;

15° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Durchführung des Dekrets vom 15. März 2000 über die Gewährung einer Bürgschaft der Region an bestimmte durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen;

16° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 2000 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.) (Wallonische regionale Garantiegesellschaft).

Art. 2 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Mai 1984, durch den die Schäden als eine öffentliche Katastrophe betrachtet werden, die am 7., 8. und 9. Februar 1984 durch einen Sturm mit heftigen Windstößen, starken Regenfällen und Überschwemmungen auf dem Gebiet zahlreicher Gemeinden verursacht wurden, deren Ausdehnung im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 41 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 1984 begrenzt worden ist;

2° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1984 zur Ausführung von Art. 2 des Dekrets vom 22. Dezember 1982 zur Festlegung der Höchstgrenze der Verbindlichkeiten für die die Wallonische Region in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und zur Koordinierung von Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und Schaffung neuer Industrien und des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung haften kann;

3° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 zur Anerkennung von Kreditinstituten im Rahmen der Gesetze von den Jahren 1959 und 1970 über den Wirtschaftsaufschwung.

Art. 3 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festsetzung der Modalitäten für die Gewährung einer Kapitaldotations an die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft), die dazu bestimmt ist, die Programme zur Gewährung von Hypothekendarlehen zu finanzieren, wird aufgehoben.

Art. 4 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Mai 1993 über die Bedingungen, unter denen die Meutejagd ausgeübt werden kann;

2° der Ministerialerlass vom 24. Mai 1995 zur Bezeichnung der empfindlichen Gebiete in der Wallonischen Region.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die administrative Vereinfachung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2224

[2012/204250]

12 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering houdende opheffing van sommige bepalingen inzake water-, jacht-, woonbeleid, economie en K.M.O.'s

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van 29 september 1982 waarbij de schade veroorzaakt door de windhoos in sommige gemeenten van de provincie Luxemburg als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp afgebakend wordt met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het besluit van 23 januari 1984 waarbij de schade veroorzaakt door de aardbeving van 8 november 1983 in sommige gemeenten van de provincie Luik als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp afgebakend wordt met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1984 waarbij de schade veroorzaakt door de storm met hevige wind, zware regenval en overstromingen op het grondgebied van talrijke gemeenten waarvan de uitgestrektheid afgebakend werd bij koninklijk besluit van 20 februari 1984, als een algemene ramp wordt beschouwd met het oog op de toepassing van artikel 41 van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie;

Gelet op het besluit van 15 juni 1984 waarbij de schade veroorzaakt door de storm met hevige wind, zware regenval en overstromingen op 7, 8 en 9 februari 1984 op het grondgebied van talrijke gemeenten waarvan de uitgestrektheid afgebakend werd bij koninklijk besluit van 20 februari 1984, als een algemene ramp beschouwd wordt, met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1984 ter uitvoering van artikel 2 van het decreet van 22 december 1982 tot vaststelling van het plafond van de verbintenissen die gewaarborgd kunnen worden door het Waalse Gewest overeenkomstig de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën en van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;

Gelet op het besluit van 6 februari 1985 waarbij de schade veroorzaakt aan de Waalse bossen door het stormweer van 22 en 23 november 1984 als een algemene ramp beschouwd wordt en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp wordt afgebakend met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 waarbij de schade veroorzaakt door de hevige regenval van 24 augustus en 1 september 1987 in sommige gemeenten van het Waalse Gewest als een algemene ramp beschouwd wordt en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp wordt afgebakend met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 tot erkenning van financiële instellingen in het kader van de economische expansiewetten van 1959 en 1970;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende de nadere regels voor de tussenkomst van het Waalse Gewest om de K.M.O.'s bij te staan die getroffen werden door de zware regenval van 24 augustus en 1 september 1987 bij toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juli 1989 ter uitvoering van artikel 10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 november 1989 ter uitvoering van artikel 17 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 juli 1990 ter uitvoering van artikelen 22 en 24 van de wet van 24 augustus 4 tot economische heroriëntering;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 mei 1993 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van de parforcejacht.;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 maart 1995 betreffende de toekenning van investeringspremies aan de ondernemingen die schade geleden hebben tijdens de overstromingen van 20 januari en 6 februari 1995;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998 betreffende de toekenning van investeringspremies aan de ondernemingen die schade geleden hebben tijdens de overstromingen van 13 tot 15 september 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de nadere regels voor de toekenning van een kapitaaldotatie aan de "Société wallonne du Logement" voor de financiering van de programma's voor de toekenning van hypotheekleningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 1999 tot ondersteuning van de laboratoria voor de analyse van agrovoedingsproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 november 1999 tot uitvoering van het decreet van 30 september 1999 betreffende de toekenning van een tegemoetkoming van het garantiefonds en een rentetoeelage voor de ondernemingen die door de dioxinecrisis van 1999 getroffen werden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 november 1999 tot aanwijzing van de vertegenwoordigers in het opvolgingscomité ingesteld door het gewestelijk bankprotocol - dioxinecrisis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 ter uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Société de garantie régionale wallonne";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 2000 tot toekenning van een waarborg van het gewest aan sommige ondernemingen die getroffen werden door de dioxinecrisis van 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 mei 1999 tot aanwijzing van de gevoelige zones in het Waalse Gewest;

Gelet op advies nr. 51.376/2 van de Raad van State, uitgebracht op 6 juni 2012;

Op de voordracht van de Minister-President, de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke aangelegenheden, Bossen en Erfgoed, van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse handel en Nieuwe technologieën en van de Minister van Duurzame ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Opgeheven worden :

1° het besluit van 29 september 1982 waarbij de schade veroorzaakt door de windhoos in sommige gemeenten van de provincie Luxemburg als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp afgebakend wordt met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

2° het besluit van 23 september 1984 waarbij de schade veroorzaakt door de aardbeving van 8 november 1983 in sommige gemeenten van de provincie Luik als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp afgebakend wordt met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

3° het besluit van 15 juni 1984 waarbij de schade veroorzaakt door de storm met hevige wind, zware regenval en overstromingen op 7, 8 en 9 februari 1984 op het grondgebied van talrijke gemeenten waarvan de uitgestrektheid afgebakend werd bij koninklijk besluit van 20 februari 1984, als een algemene ramp beschouwd wordt, met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

4° het besluit van 6 februari 1985 waarbij de schade veroorzaakt aan de Waalse bossen door het stormweer van 22 en 23 november 1984 als een algemene ramp beschouwd wordt en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp wordt afgebakend met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

5° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 waarbij de schade veroorzaakt door de hevige regenval van 24 augustus en 1 september 1987 in sommige gemeenten van het Waalse Gewest als een algemene ramp beschouwd wordt en waarbij de geografische uitgestrektheid van die ramp wordt afgebakend met het oog op de toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

6° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende de nadere regels voor de tussenkomst van het Waalse Gewest om de K.M.O.'s bij te staan die getroffen werden door de zware regenval van 24 augustus en 1 september 1987 bij toepassing van artikel 5 van de wet van 4 augustus 1978;

7° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juli 1989 ter uitvoering van artikel 10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij het besluit van 9 november 1989;

8° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 november 1989 ter uitvoering van artikel 17 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

9° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 juli 1990 ter uitvoering van artikelen 22 en 24 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

10° het besluit van de Waalse Regering van 16 maart 1995 betreffende de toekenning van investeringspremies aan de ondernemingen die schade geleden hebben tijdens de overstromingen van 20 januari en 6 februari 1995;

11° het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998 betreffende de toekenning van investeringspremies aan de ondernemingen die schade geleden hebben tijdens de overstromingen van 13 tot 15 september 1998, gewijzigd bij het besluit van 19 november 1998;

12° het besluit van de Waalse Regering van 23 september 1989 tot ondersteuning van de laboratoria voor de analyse van agrovoedingsproducten;

13° het besluit van de Waalse Regering van 18 november 1999 tot uitvoering van het decreet van 30 september 1999 betreffende de toekenning van een tegemoetkoming van het garantiefonds en een rentetoeelage voor de ondernemingen die door de dioxinecrisis van 1999 getroffen werden;

14° het besluit van de Waalse Regering van 25 november 1999 tot aanwijzing van de vertegenwoordigers in het opvolgingscomité ingesteld door het gewestelijk bankprotocol - dioxinecrisis;

15° het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 2000 tot toekenning van een waarborg van het gewest aan sommige ondernemingen die getroffen werden door de dioxinecrisis van 1999;

16° het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 ter uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Société de garantie régionale wallonne".

Art. 2. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 mei 1987 waarbij de schade veroorzaakt door de storm met hevige wind, zware regenval en overstromingen op 7, 8 en 9 februari 1984 op het grondgebied van talrijke gemeenten waarvan de uitgestrektheid afgebakend werd bij koninklijk besluit van 20 februari 1984, als een algemene ramp beschouwd wordt, met het oog op de toepassing van artikel 41 van de wet van 30 december 1970 tot economische heroriëntering;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1984 uitvoering van artikel 2 van het decreet van 22 december 1982 tot vaststelling van het plafond van de verbintenissen die gewaarborgd kunnen worden door het Waalse Gewest overeenkomstig de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën en van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 tot erkenning van financiële instellingen in het kader van de economische expansiewetten van 1959 en 1970.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de nadere regels voor de toekenning van een kapitaaldotatie aan de "Société wallonne du Logement" voor de financiering van de programma's voor de toekenning van hypotheekleningen wordt opgeheven.

Art. 4. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 mei 1993 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van de parforcejacht;

2° het ministerieel besluit van 24 mei 1995 tot aanwijzing van de gevoelige zones in het Waalse Gewest.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Administratieve Vereenvoudiging is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 12 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2012/27101]

Plaatselijke besturen. — Burgerlijke eretekens

Bij koninklijk besluit van 7 mei 2012 wordt het burgerlijk ereteken verleend aan de personeelsleden van de hiernavermelde steden of gemeenten :

Voor 35 jaar dienstactiviteit

Het Burgerlijke Kruis 1e klasse aan :

Mevr. Anne Brugmans, kantoorbiedende, gemeente Ans;
De heer Christian Deprez, opzichter, stad Seraing;
De heer Roger Dourte, geschoolde arbeider, stad Bastenaken;
Mevr. Martine Fagot, kantoorbiedende, gemeente Waterloo;

Mevr. Myriam Georges, kantoorbiedende, stad Bastenaken;

De heer Jean Gilson, gemeenteraadslid, gemeente Vielsalm;
Mevr. Anne Guillaume, administratief diensthoofd, gemeente Sambreville;

De heer Patrick Jeantot, beheerder, gemeente Sambreville;
De heer Jean Jehaes, opzichter, stad Seraing;
De heer Jean Latin, technisch hoofdbeampte, stad Seraing;
Mevr. Mireille Lefèvre, kantoorbiedende, gemeente Sambreville;

De heer Jean-Claude Mathieu, hoofdbrigadier, gemeente Gedinne;
De heer Charles Mayron, brigadier, stad Bastenaken;
Mevr. Arlette Mouton, kantoorbiedende, gemeente Waterloo;

Mevr. Marleine Perpete, kantoorbiedende, gemeente Sambreville;

De heer Dhanis Pieper, administratief diensthoofd, gemeente Trooz;
De heer Jacques Quatresooz, hoofdopzichter, stad Seraing;
Mevr. Martine Spoden, kantoorbiedende, stad Bastenaken;
Mevr. Nicole Streel, kantoorbiedende, stad Seraing;

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2012/27101]

Pouvoirs locaux. — Décorations civiques

Par arrêté royal du 7 mai 2012, la décoration civique est décernée aux membres du personnel des villes ou communes désignés ci-après :

Pour 35 années

La Croix civique de 1^{re} classe :

Mme Anne Brugmans, employée d'administration, commune d'Ans;
M. Christian Deprez, contremaître, ville de Seraing;
M. Roger Dourte, ouvrier qualifié, ville de Bastogne;
Mme Martine Fagot, employée d'administration, commune de Waterloo;

Mme Myriam Georges, employée d'administration, ville de Bastogne;

M. Jean Gilson, conseiller communal, commune de Vielsalm;
Mme Anne Guillaume, chef de service administratif, commune de Sambreville;

M. Patrick Jeantot, gestionnaire, commune de Sambreville;
M. Jean Jehaes, contremaître, ville de Seraing;
M. Jean Latin, agent technique en chef, ville de Seraing;
Mme Mireille Lefèvre, employée d'administration, commune de Sambreville;

M. Jean-Claude Mathieu, brigadier-chef, commune de Gedinne;
M. Charles Mayron, brigadier, ville de Bastogne;

Mme Arlette Mouton, employée d'administration, commune de Waterloo;

Mme Marleine Perpete, employée d'administration, commune de Sambreville;

M. Dhanis Pieper, chef de service administratif, commune de Trooz;
M. Jacques Quatresooz, contremaître en chef, ville de Seraing;
Mme Martine Spoden, employée d'administration, ville de Bastogne;
Mme Nicole Streel, employée d'administration, ville de Seraing;